

Belgium-Binche: Retirement home construction work

OJ S 36/2020 20/02/2020

Contract notice

Works

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: CPAS de Binche

Postal address: Rue de la Triperie, 16

Town: Binche

NUTS code: BE326 Arr. Thuin

Postal code: 7130

Country: Belgium

Contact person: Monsieur Gavin Philippart

E-mail: gavin.philippart@cpasbinche.be

Telephone: +32 64312706

Fax: +32 64341226

Internet address(es):

Main address: <http://www.binche.be/vie-communale/services-du-cpas>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: https://cosep-my.sharepoint.com/:f/g/personal/benoit_vanhoye_cosep_be/Em62BZ2zsr1FrJjHjUZDvLIBCgaOWCnu5x10-YmCAwP9pg?e=a8a31k

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be>

Additional information can be obtained from another address:

Official name: Association Altiplan, Creative Architecture, Bureau d'études Lemaire

Postal address: Rue de Fories, 2, b8

Town: Liège

NUTS code: BE Belgique / België

Postal code: 4020

Country: Belgium

Contact person: Monsieur Jean-François Herve

E-mail: j.herve@altiplan.eu

Telephone: +32 475731576

Fax: +32 42295969

Internet address(es):

Main address: <http://www.altiplan.eu/>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local agency/office

I.5. Main activity

Social protection

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Construction d'une maison de repos et de soins
Reference number: 4653

II.1.2. Main CPV code

45215212 Retirement home construction work

II.1.3. Type of contract

Works

II.1.4. Short description

Voir II.2.4

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE326 Arr. Thuin

Main site or place of performance: Rue du Moulin Blanc, 15/001

II.2.4. Description of the procurement

Le marché a pour objet la construction d'une nouvelle maison de repos et de soins à Binche, sur un terrain situé entre les rues du Moulin Blanc et du Cœur Dolent, comprenant les parcelles cadastrées D95y et D95v.

Le bâtiment présentera une capacité d'accueil de 225 lits dont:

- 3 étages d'hébergement d'un total de 192 lits,
- une unité de 3 lits de court séjours,
- 2 unités sécurisées de 15 lits MRS pour personnes désorientées,
- un centre de soins de jour pouvant accueillir 10 résidents.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Price

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in days: 700

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Options exigées (seules les options exigées décrites dans les clauses techniques du cahier spécial des charges sont prévues et obligatoires).

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

— a) Motifs d'exclusion obligatoires

Ces motifs sont ceux qui sont énumérés aux articles 67 et 73 de la loi du 17.6.2016 et 61 de l'AR du 18.4.2017.

— b) Dettes sociales et fiscales (art. 68 de la loi du 17.6.2016 et articles 62 et 63 de l'AR du 18.4.2017) Est exclu de la participation à la procédure de passation, à quelque stade que ce soit, le soumissionnaire qui ne satisfait pas à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale. Peut néanmoins être admis à participer à la procédure, le soumissionnaire qui n'a pas une dette de cotisations sociales ou une dette fiscale supérieure à 3 000 EUR ou qui peut faire valoir une des situations exonératoires visées aux articles 62 et 63 de l'AR du 18.4.2017.

— c) Motifs d'exclusion facultatifs (art. 69, 73 de la Loi du 17.6.2016)

Tout soumissionnaire qui se trouve dans une situation visée à l'article 69 de la loi du 17.6.2016 peut être exclu de la procédure de passation du marché conformément aux conditions posées par cet article.

— d) Mesures correctrices (art. 70 de la Loi du 17.6.2016 et art. 39 de l'AR 18.4.2017)

Tout soumissionnaire qui se trouve dans l'une des situations visées ci-dessus aux points a) et c) peut fournir des preuves afin d'attester que les mesures qu'il a prises suffisent à démontrer sa fiabilité malgré l'existence d'un motif d'exclusion.

Conformément à l'article 73§4 de ladite loi, le soumissionnaire n'est pas tenu de présenter des attestations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale (ONSS et de ses obligations fiscales, ainsi que de sa situation juridique (faillite ou autre situation analogue éventuelle) dans la mesure où l'adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement ces certificats en accédant à l'application électronique TELEMARC – DIGIFLOW.

En vertu de l'article 62§1er de l'AR du 18.4.2017, le soumissionnaire ne doit pas avoir une dette en cotisations supérieure à 3 000 EUR à moins qu'il n'ait obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement.

Pour le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre État membre de l'Union européenne: il sera joint à l'offre une attestation délivrée par l'autorité compétente certifiant que, suivant compte arrêté au plus tard à la date limite de réception des offres, il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi.

En vertu des articles 62§2 et 63§2 de l'AR du 18.4.2017, l'adjudicateur procédera à la vérification de la situation sur le plan des dettes sociales et de la situation fiscale des soumissionnaires dans les 20 jours suivant la date ultime pour l'introduction des offres.

Pour le candidat ou le soumissionnaire d'un autre état membre de l'Union Européenne: il sera joint à l'offre une attestation délivrée par l'autorité compétente certifiant que, suivant compte arrêté au plus tard à la date limite de réception des offres, il est en règle à cette date avec ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi.

Si la vérification électronique est incertaine ou impossible (notamment parce qu'une telle application n'existerait pas dans d'autres États), l'adjudicateur réclamera au soumissionnaire concerné les attestations récentes justifiant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Il est donc conseillé aux firmes étrangères, établies dans un pays qui ne disposerait pas d'une telle base de données accessible gratuitement à l'adjudicateur, de joindre à leur offre les attestations prouvant qu'elles sont en ordre de paiement de leurs obligations fiscales et sociales.

Conformément à l'article 73§3, alinéa 2 de la Loi du 17.6.2016, l'adjudicateur vérifiera, avant l'attribution du marché, que le soumissionnaire auquel il a décidé d'attribuer le marc...(voir documents du marché).

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants:

- 1. Les 3 chiffres d'affaires globaux et les trois chiffres d'affaires «spécifiques» en travaux des 3 derniers exercices,
- 2. La preuve d'une assurance des risques professionnels.

Minimum level(s) of standards possibly required:

- 1. Les 3 chiffres d'affaires globaux des trois derniers exercices devront correspondre au minimum à celui nécessaire à l'obtention de la classe d'agrément demandée par le présent marché.

Les 3 chiffres d'affaires « spécifiques » en travaux des 3 derniers exercices devront être au moins égaux chaque année, au tiers du montant de la soumission au présent marché.

Les travaux à prendre en compte pour le chiffre d'affaires « spécifiques » concernent des travaux similaires en volumes au présent marché, exécutés dans le secteur de la Santé et de l'hébergement de personnes âgées (laboratoires, hôpitaux, maisons de repos,...). Le soumissionnaire joint obligatoirement à son dossier de soumission le détail des travaux repris dans les chiffres d'affaires « spécifiques » de chaque année.

- 2. Le montant de la couverture doit être de minimum égal au montant du marché.

Agrément requis: D (Entreprises générales de bâtiments), Classe 8.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le DUME, par lequel l'opérateur économique déclare qu'il satisfait aux critères de sélection suivants:

- 1. La liste des principaux marchés de travaux similaires exécutés au cours des 5 dernières années.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1. Fourniture de minimum 3 références de travaux similaires au présent marché (construction neuve dans le secteur de la Santé) exécutés au cours des 5 dernières années.

Ces travaux devront avoir été terminés dans le délai de 5 ans (date de la réception provisoire faisant foi) et avoir atteint, pour une des références, un montant minimum de 75 % HTVA du montant de l'offre, dans le secteur de la Santé (hôpitaux, maisons de repos, etc...) et pour les deux autres références, un montant minimum de 50 % HTVA du montant de l'offre, chacune dans le secteur de la Santé (hôpitaux, maisons de repos, etc...) ou dans le secteur du

logement (logements, hôtels ou bureaux). Pour être prises en compte, ces trois références devront être appuyées de certificats de bonne exécution dûment signés par le Maître de l'ouvrage et l'architecte. Agréation requise: D (Entreprises générales de bâtiments), Classe 8.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 20/04/2020 Local time: 10:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Tender must be valid until: 20/04/2021

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 20/04/2020 Local time: 10:00

Place:

L'ouverture des offres à lieu en ligne sur le site internet e-Tendering.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Visite du site requise et ne pas participer à la visite du site engendre la nullité de l'offre: les soumissionnaires sont censés s'être rendu sur les lieux où les travaux doivent être réalisés et avoir procédé au contrôle des éléments existants afin de se rendre compte de l'existence éventuelle d'éléments de nature à engendrer une répercussion sur les travaux à exécuter.

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux afin de se rendre compte de l'accessibilité aux zones de chantier. Celle-ci se fera uniquement sur rendez-vous auprès de Monsieur Gavin Philippart, Service Juridique, Rue de la Triperie, 16-18, 7130 Binche (tél: +32 64312706, courriel: gavin.philippart@cpasbinche.be)

Le soumissionnaire devra joindre à son offre l'attestation en annexe signée et correctement complétée. Par la signature de l'attestation de visite, l'adjudicataire est réputé avoir pris

connaissance de toutes les contraintes du marché et avoir inclus dans son offre tout élément nécessaire sauf stipulation contraire mentionnée expressément dans le cahier spécial des charges.

Les offres peuvent uniquement être introduites électroniquement sur le site internet de e-Tendering <https://eten.publicprocurement.be/>.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'État

Postal address: Rue de la science 37

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

VI.5. Date of dispatch of this notice

17/02/2020